

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-
Atlantiques
Cité Galliane
9 avenue Antoine Dufau
40000 Mont-de-marsan

Mont-de-marsan, le 10/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/11/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

FIRMENICH Productions SAS

766 route Roger Firmenich
B.P. N 23
40260 Castets

Références : -

Code AIOT : 0005201496

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/11/2025 dans l'établissement FIRMENICH Productions SAS implanté 766, route Roger Firmenich BP n°23 40260 Castets. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FIRMENICH Productions SAS
- 766, route Roger Firmenich BP n°23 40260 Castets
- Code AIOT : 0005201496
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

Depuis 1997, le groupe international suisse FIRMENICH exploite à Castets des unités de fabrication d'arôme de synthèse et d'intermédiaire de synthèse de parfum. Les produits fabriqués sont :

- le furanéol produit au niveau de la zone 30 : matière première pour la fabrication d'arômes (fraise-caramel),

- le bicyclenoxyde ou BO produit au niveau de la zone 40 : produit intermédiaire destiné à la fabrication d'habanolide, matière première utilisée en parfumerie (senteur musc).

Le site emploie 36 personnes. Il est certifié ISO 14001 depuis 2007 et OHSAS 18001 depuis 2011. Le site fonctionne 24h/24 en 5 x 8, 365 jours par an. L'établissement est classé en « seuil haut » au titre des dispositions de l'article R. 511-11 du code de l'environnement relatif à l'application de la règle du cumul pour les substances toxiques pour l'environnement : rubriques suivantes => 4130, 4120, 4510, 4511 et 4734 (cumul >1).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Analyse des risques	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7	Demande d'action corrective	15 jours
3	Fréquence des événements initiateurs	Arrêté Ministériel du 29/09/2005, article 2	Demande d'action corrective	15 jours
4	Niveau de confiance des mesures de maîtrise des risques	Arrêté Ministériel du 29/09/2005, article 4	Demande d'action corrective	15 jours
6	Exclusion du PPRT	Autre du 10/05/2010, article 3.3.3	Demande d'action corrective	15 jours
7	Identification sur le terrain	AP Complémentaire du 07/11/2019, article 8.1	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Analyse des risques	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7	Sans objet
5	Tests et maintenance des MMR	Arrêté Ministériel du 29/05/2005, article 4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite d'inspection du 26 novembre 2025, il a été constaté que l'exploitant doit mettre en œuvre des actions correctives concernant :

- la complétude de son étude de dangers,
- l'identification sur site des mesures de maîtrise des risques.

L'étude de dangers et son ré-examen relèvent de la responsabilité de l'exploitant. Conformément aux instructions nationales, l'examen et l'instruction des documents par l'inspection des installations classées portent sur :

- *des vérifications ciblées vis-à-vis de la complétude, la cohérence et les justifications méthodologiques*
- *des vérifications approfondies, par sondage, de l'analyse détaillée des risques et de l'évaluation de certains accidents potentiels présentés.*

L'examen ou l'instruction par l'inspection ne constitue pas une validation formelle des documents remis par l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Analyse des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7
Thème(s) : Risques accidentels, UVCE
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>2. Analyse de risques.</p> <p>L'analyse de risques, au sens de l'article L. 181-25 du code de l'environnement, constitue une démarche d'identification, de maîtrise des risques réalisée sous la responsabilité de l'exploitant. Elle décrit les scénarios qui conduisent aux phénomènes dangereux et accidents potentiels. Aucun scénario ne doit être ignoré ou exclu sans justification préalable explicite.</p> <p>Cette démarche d'analyse de risques vise principalement à qualifier ou à quantifier le niveau de maîtrise des risques, en évaluant les mesures de sécurité mises en place par l'exploitant, ainsi que les dispositifs et dispositions d'exploitation, techniques, humains ou organisationnels, qui concourent à cette maîtrise.</p> <p>Elle porte sur l'ensemble des modes de fonctionnement envisageables pour les installations, y compris les phases transitoires, les interventions, les marches dégradées prévisibles, susceptibles d'affecter la sécurité, de manière proportionnée aux risques ou lorsque les dangers sont importants.</p>
<p>Constats :</p> <p>Suite au réexamen de son étude de dangers en date du 17 avril 2025, l'exploitant a conclu à la nécessité de la réviser.</p> <p>L'exploitant part de l'hypothèse selon laquelle « la masse explosive serait trop faible pour générer un nuage de vapeurs d'alcool inflammable ». Toutefois, l'inspection des installations classées estime que l'exploitant n'a pas apporté de justification suffisante quant à l'absence d'UVCE pour certains phénomènes dangereux. Elle souligne qu'un UVCE reste envisageable dans certains scénarios.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant complète les hypothèses qui justifient de ne pas retenir les scénarios d'UVCE.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 2 : Analyse des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7
Thème(s) : Risques accidentels, Instabilité des produits
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>2. Analyse de risques.</p> <p>L'analyse de risques, au sens de l'article L. 181-25 du code de l'environnement, constitue une démarche d'identification, de maîtrise des risques réalisée sous la responsabilité de l'exploitant. Elle décrit les scénarios qui conduisent aux phénomènes dangereux et accidents potentiels. Aucun scénario ne doit être ignoré ou exclu sans justification préalable explicite.</p> <p>Cette démarche d'analyse de risques vise principalement à qualifier ou à quantifier le niveau de maîtrise des risques, en évaluant les mesures de sécurité mises en place par l'exploitant, ainsi que les dispositifs et dispositions d'exploitation, techniques, humains ou organisationnels, qui concourent à cette maîtrise.</p> <p>Elle porte sur l'ensemble des modes de fonctionnement envisageables pour les installations, y compris les phases transitoires, les interventions, les marches dégradées prévisibles, susceptibles d'affecter la sécurité, de manière proportionnée aux risques ou lorsque les dangers sont importants.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a réalisé une analyse thermique du composé cité en annexe confidentielle du présent rapport, qui montre que le produit est stable jusqu'à 70 °C, puis se décompose progressivement au-delà de cette température.</p> <p>L'inspection des installations classées a demandé l'analyse thermique de ce composé. Cette étude en date de 2000 indique que le composé est stable jusqu'à 90°C. Celle-ci n'appelle pas de remarque de la part de l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Fréquence des événements initiateurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/09/2005, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, phénomène dangereux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les probabilités d'occurrence des phénomènes dangereux et des accidents potentiels identifiés dans les études de dangers des installations classées doivent être examinées. En première approche, la probabilité d'un accident majeur peut être assimilée à celle du phénomène dangereux associé.</p> <p>L'évaluation de la probabilité s'appuie sur une méthode dont la pertinence est démontrée. Cette méthode utilise des éléments qualifiés ou quantifiés tenant compte de la spécificité de</p>

<p>l'installation considérée. Elle peut s'appuyer sur la fréquence des événements initiateurs spécifiques ou génériques et sur les niveaux de confiance des mesures de maîtrise des risques agissant en prévention ou en limitation des effets.</p> <p>A défaut de données fiables, disponibles et statistiquement représentatives, il peut être fait usage de banques de données internationales reconnues, de banques de données relatives à des installations ou équipements similaires mis en œuvre dans des conditions comparables, et d'avis d'experts fondés et justifiés.</p> <p>Ces éléments sont confrontés au retour d'expérience relatif aux incidents ou accidents survenus sur l'installation considérée ou des installations comparables.</p>
<p>Constats :</p> <p>Suite au réexamen de son étude de dangers en date du 17 avril 2025, l'exploitant a conclu à la nécessité de réviser celle-ci.</p> <p>L'exploitant a défini des fréquences des événements initiateurs pouvant conduire à des phénomènes dangereux. Toutefois l'exploitant n'a pas justifié l'origine des valeurs retenues.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant complète son étude de dangers révisée en justifiant l'origine des fréquences des événements initiateurs retenus.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 15 jours</p>

N° 4 : Niveau de confiance des mesures de maîtrise des risques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/09/2005, article 4</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, MMR</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour être prises en compte dans l'évaluation de la probabilité, les mesures de maîtrise des risques doivent être efficaces, avoir une cinétique de mise en œuvre en adéquation avec celle des événements à maîtriser, être testées et maintenues de façon à garantir la pérennité du positionnement précité</p>
<p>Constats :</p> <p>Suite au réexamen de son étude de dangers en date du 17 avril 2025, l'exploitant a conclu à la nécessité de la réviser. L'inspection des installations classées a examiné le niveau de confiance défini pour le phénomène dangereux relatif à une fuite moyenne sur la canalisation de gaz naturel dans le local de la chaudière. Les constatations effectuées sont précisées en annexe confidentielle.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant complète les mesures de maîtrise des risques à mettre en œuvre pour atteindre le niveau de sécurité requis afin d'exclure le phénomène dangereux du PPRT.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 5 : Tests et maintenance des MMR

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/05/2005, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, MMR
Prescription contrôlée : <p>Pour être prises en compte dans l'évaluation de la probabilité, les mesures de maîtrise des risques doivent être efficaces, avoir une cinétique de mise en œuvre en adéquation avec celle des événements à maîtriser, être testées et maintenues de façon à garantir la pérennité du positionnement précité. Article 54 de l'AM du 04/10/2010 : L'exploitant définit et met en œuvre les opérations d'entretien de vérification des barrières de sécurité et mesures de maîtrise des risques. Ces opérations respectent les exigences et spécificités définies par le fabricant.</p>
Constats : <p>Suite au réexamen de son étude de dangers en date du 17 avril 2025, l'exploitant a conclu à la nécessité de la réviser. La MMR « Détection et extinction incendie », associée à l'événement redouté HABA-3-3, a été examinée. Les constatations effectuées sont précisées en annexe confidentielle.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Exclusion du PPRT

Référence réglementaire : Autre du 10/05/2010, article 3.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Rejet toxique de longue durée
Prescription contrôlée : <p>3.2.3. Rejets toxiques de longue durée</p> <p>Comme indiqué au sous-paragraphe « 1.1.11. Règles méthodologiques pour la caractérisation des rejets toxiques accidentels », des phénomènes dangereux pouvant présenter des distances d'effets toxiques très importantes pourront être décrits dans les études de dangers. Néanmoins, s'agissant des longues fuites alimentées, c'est-à-dire au titre de la présente instruction les fuites d'une durée supérieure à trente minutes, je vous invite à accepter leur exclusion dans l'élaboration du PPRT, même si les règles usuelles d'exclusion décrites ci-dessus ne sont pas validées (présence d'une mesure de maîtrise des risques passive ou existence de deux mesures de maîtrise des risques techniques et conditions sur la probabilité des phénomènes dangereux) sous les conditions suivantes :- premièrement, l'exploitant (ou le pétitionnaire) doit avoir démontré que la probabilité du phénomène dangereux est très faible, à savoir une classe de probabilité E au titre de la législation sur les installations classées.- deuxièmement, l'exploitant doit avoir mis en place a minima une mesure technique de maîtrise des risques pour faire cesser la fuite longue (par exemple, chaîne de détection - traitement -fermeture de vanne) en agissant directement sur l'installation source de la fuite ou de l'émission.- troisièmement, l'exploitant doit présenter une stratégie (décrite dans le plan d'opération interne et/ou le système de gestion de la sécurité lorsqu'ils existent) permettant l'arrêt de la fuite ou de l'émission en cas de défaillance de la</p>

mesure précédemment citée. Il doit démontrer l'efficacité de la stratégie proposée (existence des moyens techniques correctement dimensionnés, personnel suffisamment formé et équipé de façon à pouvoir se rendre sur le lieu de ces actions, garantie de la fin d'émission si l'action à mener est correctement conduite) et la possibilité de la mettre en œuvre dans un délai inférieur à trente minutes, quel que soit le moment de survenance de l'incident. L'exploitant doit en particulier s'attacher à démontrer avec soin, si cette stratégie implique une intervention humaine, que les capacités d'intervention des équipes ne seront pas altérées par l'existence de la fuite ou par la période de survenance (nuit, par exemple) ; - quatrième, que la classe de probabilité de chacun des scénarios menant à ce phénomène dangereux reste en E même lorsque la probabilité de défaillance de la mesure de maîtrise des risques de plus haut niveau de confiance s'opposant à ce scénario est portée à 1.

Constats :

Suite au réexamen de son étude de dangers en date du 17 avril 2025, l'exploitant a conclu à la nécessité de la réviser. La proposition d'exclusion du PPRT pour un rejet toxique de longue durée a été étudiée. Les constatations effectuées sont précisées en annexe confidentielle.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant complète ses mesures de maîtrise des risques à mettre en œuvre pour atteindre le niveau de sécurité requis pour l'exclusion du phénomène dangereux du PPRT.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 15 jours

N° 7 : Identification sur le terrain

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 07/11/2019, article 8.1

Thème(s) : Risques accidentels, MMR

Prescription contrôlée :

Les MMR font l'objet d'une identification et d'un repérage physique sur site

Constats :

Tous les éléments techniques des chaînes de MMR n'étaient pas identifiés sur le site, notamment les relais des explosimètres du local chaudière.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant s'assure que l'ensemble des éléments techniques des chaînes de MMR est correctement repéré sur le site.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

